

GRATUIT



TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°035

FÉVRIER 2026



Focus

ACCÈS À L'EAU

POTABLE AU TOGO : DES AVANCÉES RÉELLES FACE À DES DÉFIS PERSISTANTS



ÉDITORIAL

Avant le soin, la blouse



BON À SAVOIR

Il fait trop chaud : ce qu'il faut faire pour mieux supporter la chaleur



IMMERSION

Bolou à Tsévié, là où l'argile garde mémoire



SANTÉ

ACCIDENT VASCULAIRE CÉRÉBRAL : CHAQUE MINUTE COMPTE

POLITIQUE

LA MUE DU POUVOIR EXÉCUTIF SOUS LA 5^e RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

SOCIÉTÉ

SANS ARGENT, PAS D'AMOUR ? LE CŒUR À L'ÉPREUVE DU PORTEFEUILLE

SPORT

D1 LONATO 2025-2026 : L'ASCK COURONNÉE À MI-PARCOURS, LE SUSPENSE INTACT POUR LA PHASE RETOUR

Intensément fraîche et pétillante



snb.tg

LE GOÛT DE ÇA!





SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

AVANT LE SOIN, LA BLOUSE

6 FOCUS

ACCÈS À L'EAU POTABLE AU TOGO : DES AVANCÉES RÉELLES FACE À DES DÉFIS PERSISTANTS

9 INTERVIEW

« LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX CONSTITUE UN LEVIER ESSENTIEL DE PRÉVENTION DES CONFLITS ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX. », PAULINE DOKOU, DIRECTRICE DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

14 POLITIQUE

LA MUE DU POUVOIR EXÉCUTIF SOUS LA 5^e RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

17 ÉCONOMIE

COMMERCE EXTÉRIEUR : LE TOGO VEND PLUS, MAIS RESTE DÉPENDANT DE QUELQUES MARCHÉS CLÉS

LE PARADOXE D'UNE ÉCONOMIE QUI EXPORTE PLUS... MAIS IMPORTE ENCORE DAVANTAGE

20 SOCIÉTÉ

SANS ARGENT, PAS D'AMOUR ? LE CŒUR À L'ÉPREUVE DU PORTEFEUILLE

22 SANTÉ

ACCIDENT VASCULAIRE CÉRÉBRAL : CHAQUE MINUTE COMPTE

24 SPORT

D1 LONATO 2025-2026 : L'ASCK COURONNÉE À MI-PARCOURS, LE SUSPENSE INTACT POUR LA PHASE RETOUR

26 BON À SAVOIR

IL FAIT TROP CHAUD : CE QU'IL FAUT FAIRE POUR MIEUX SUPPORTER LA CHALEUR

28 PORTRAIT

OMAR AGBANGBA, DE LA COUR ROYALE À L'ARCHITECTURE DU VOLONTARIAT

32 TECH

IA VOCALE ET LANGUES AFRICAINES : GOOGLE TISSE SA TOILE SUR LE CONTINENT AVEC WAXAL

35 IMMERSION

BOLOU À TSÉVIÉ, LÀ OÙ L'ARGILE GARDE MÉMOIRE

ÉDITORIAL

Avant le soin, la blouse

En harmonisant les tenues du personnel de santé, le Togo engage bien plus qu'un changement vestimentaire : il affirme une volonté d'ordre, de lisibilité et de crédibilité au cœur de son système sanitaire.

Il arrive que les réformes les plus visibles soient aussi les plus sous-estimées. L'harmonisation des tenues médicales au Togo pourrait, à première vue, relever du détail administratif. Elle touche pourtant à un levier stratégique : la protection et la confiance. Dans un pays où le renforcement du système de santé est devenu une priorité politique et sociale, la question de l'apparence professionnelle ne relève pas du superflu. Elle participe d'une mise en cohérence plus large. Longtemps, les établissements sanitaires ont reflété une diversité de pratiques vestimentaires. Chaque structure, parfois chaque service, évoluait selon ses moyens, ses habitudes, son organisation propre. Médecins, infirmiers, sages-femmes ou agents techniques pouvaient être difficilement identifiables pour les patients. Dans un contexte d'urgence ou d'anxiété, cette absence de repères clairs nourrissait parfois l'incompréhension.

La réforme tranche avec cette dispersion. En instaurant des codes vestimentaires précis selon les catégories professionnelles, elle crée un langage visuel partagé à l'échelle nationale. L'objectif est simple : rendre le système immédiatement lisible. Le patient qui franchit la porte d'un centre de santé doit savoir, sans hésitation, à qui il s'adresse. Dans un environnement où chaque minute peut compter, la clarté n'est pas un luxe.

Mais l'enjeu dépasse la signalétique. L'uniforme, dans le secteur médical, incarne une responsabilité. Il

signale l'appartenance à un corps professionnel soumis à des règles, à une éthique, à des standards. En harmonisant les tenues, les autorités togolaises affirment une exigence de professionnalisation. Il s'agit d'installer une culture de rigueur, visible au premier regard. Dans cette démarche, la symbolique compte autant que la pratique. Un uniforme identifiable et conforme à des standards nationaux renforce le sentiment de sérieux. Il structure l'espace hospitalier. Il rassure.

Dans des sociétés où la relation au service public peut être marquée par la défiance, ces signaux visibles jouent un rôle déterminant. La confiance, en matière de santé, conditionne l'adhésion aux soins.

Pour les professionnels eux-mêmes, l'impact est loin d'être anodin. L'harmonisation peut être perçue comme une reconnaissance institutionnelle. Elle rappelle que chaque fonction – du médecin à l'agent d'appui – s'inscrit dans un ensemble cohérent. Dans un contexte africain où les systèmes de santé sont confrontés à des contraintes budgétaires et humaines, valoriser l'image et l'identité des soignants participe d'une stratégie plus globale de motivation et de fidélisation.

La réforme contribue également à réduire les écarts entre établissements. En appliquant les mêmes standards sur l'ensemble du territoire, elle renforce l'idée d'un service public unifié. Que l'on consulte dans un grand hôpital urbain ou dans un centre périphérique, l'expérience visuelle et organisationnelle tend à se rapprocher. Cette cohérence nourrit le sentiment d'équité.

Sur le plan institutionnel, l'harmonisation simplifie la gestion. Derrière l'apparence, c'est une logique de gouvernance

qui se met en place. Le détail vestimentaire devient l'expression d'un État soucieux d'organisation. Reste la question de l'appropriation. Une réforme, même pertinente, ne produit d'effets durables que si elle est comprise et acceptée. La pédagogie sera donc essentielle. Expliquer aux professionnels le sens de la mesure, associer les équipes à sa mise en œuvre, informer les usagers sur la signification des codes adoptés : autant d'étapes indispensables pour éviter que l'uniforme ne soit perçu comme une simple contrainte. Et visiblement, les dispositions communicationnelles sont prises pour faciliter la compréhension et l'appropriation.

À plus long terme, cette réforme participe de l'image internationale du système de santé togolais. Dans un environnement où les États africains cherchent à renforcer leur attractivité et leur crédibilité institutionnelle, chaque signe de structuration compte. L'uniforme devient alors un symbole, celui d'un secteur en quête de standards et de cohérence.

En définitive, l'harmonisation des tenues médicales ne se réduit pas à une affaire de couleur ou de coupe. Elle traduit une ambition : bâtir un système de santé lisible, discipliné et digne de confiance. Elle rappelle qu'en matière de service public, les détails façonnent la perception globale.

À travers cette réforme, le Togo envoie un message clair : la modernisation passe aussi par des gestes concrets, visibles, immédiatement perceptibles par les citoyens. Dans la santé plus qu'ailleurs, l'apparence ne relève pas du superficiel. Elle prépare le terrain de la crédibilité. Et, au bout du compte, c'est bien cette crédibilité qui conditionne la solidité de tout l'édifice sanitaire.



Directeur de publication :

Donis AYIVI

Rédaction :

Tony AMETEPE

Essosimna ASSALIH

Stan AZIATO

Aboubakar AOUDOU

Steven Edoé WILSON

Imprimerie :

SigmaPrint

Conception :

Lomegraph

Contact :

+228 98 42 82 27

E-mail :

contact@lomegraph.tg

Tirage :

500 Exemplaires

Adresse :

Agoe, Anome

Lomé - Togo

es bien iden
oins plus rap

WELCO

FOCUS

Accès à l'eau potable au Togo : des avancées réelles face à des défis persistants

Malgré des progrès mesurables et des investissements publics en hausse, l'accès à l'eau potable demeure un défi structurel au Togo. Entre pressions climatiques, inégalités territoriales et besoins croissants liés à la démographie, l'État multiplie les réponses d'urgence tout en misant sur des projets structurants. À l'horizon 2030, l'objectif d'un accès universel reste atteignable, à condition de consolider les acquis et d'accélérer les réformes.

Au Togo, l'accès à l'eau potable s'impose depuis plusieurs années comme un pilier central des politiques publiques de développement. Ressource vitale, facteur de santé publique, levier de productivité économique et de cohésion sociale, l'eau cristallise à la fois les attentes des populations et les impératifs de gouvernance. Conscient de ces enjeux, l'État togolais a inscrit la question de l'eau potable au cœur de sa vision de transformation structurelle, alignée sur l'ambition de faire émerger un pays plus résilient, inclusif et durable.

Cette dynamique s'appuie sur la Politique nationale de l'eau, qui fixe un cap clair : atteindre l'accès universel à l'eau potable d'ici 2030, conformément aux Objectifs de développement durable. À court et moyen termes, des objectifs intermédiaires ont été définis, avec notamment une couverture visée de 95 % en milieu rural et 85 % en milieu urbain, traduisant une volonté de réduction progressive des disparités territoriales.

Les chiffres officiels témoignent d'une progression réelle. Le taux national d'accès à l'eau potable est passé d'environ 69 % en 2023 à 70 % en 2024, avec une ambition de 72



% en 2025. Derrière ces statistiques, se dessine un effort soutenu de renforcement des infrastructures hydrauliques : multiplication des forages, réhabilitation d'ouvrages vieillissants, extension des réseaux de distribution et modernisation des systèmes de traitement.

Ces investissements sont appuyés par des partenaires techniques et financiers majeurs, parmi lesquels figurent l'Agence française de développement et la Banque mondiale. Leur accompagnement se matérialise notamment à travers des projets structurants comme le PaSH-MUT, conçu pour renforcer durablement la sécurité hydrique en

milieu urbain.

L'année 2026 marque une nouvelle étape dans cette trajectoire. Le gouvernement togolais a annoncé une enveloppe budgétaire de 21 milliards de FCFA dédiée au secteur de l'eau potable, en hausse de 11 % par rapport à l'exercice précédent. Cette dotation vise à consolider le Plan national de dotation en eau potable lancé en 2021, à répondre aux besoins des zones urbaines en forte croissance – notamment le Grand Lomé – et à accélérer la mise en œuvre des projets prioritaires à fort impact.

Entre réponses d'urgence et projets structurants, une course contre le temps

Face à l'urgence, le gouvernement togolais a multiplié les actions sur le terrain. Du 7 au 10 janvier 2026, le ministre Adedze, accompagné du ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui, a conduit une mission d'inspection dans les régions de la Kara et des Savanes. L'objectif est d'évaluer l'état d'avancement des travaux, lever les goulots d'étranglement et accélérer la mise en service des infrastructures en cours.

Des instructions fermes ont été adressées aux entreprises chargées des chantiers afin de respecter les délais contractuels. Plusieurs sites stratégiques ont été inspectés, notamment des prises d'eau en rivière, des stations de traitement et des ouvrages de distribution. Selon les autorités, ces actions s'inscrivent dans une dynamique impulsée au plus haut sommet de l'État, sous l'autorité du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, avec l'ambition de garantir une réponse coordonnée et efficace.

À court terme, des solutions pragmatiques ont été privilégiées : raccordement de forages productifs au réseau de la Société togolaise des eaux, installation de postes d'eau autonomes et déploiement de camions-citernes dans les zones les plus touchées. À ce jour, neuf forages à gros débit ont déjà été intégrés au réseau, permettant une amélioration progressive de la distribution dans plusieurs localités.

Parallèlement, des projets structurants viennent renforcer la résilience du secteur. Outre le PaSH-MUT, doté d'un financement de 46 milliards de FCFA, le gouvernement poursuit la construction de centaines de forages en milieu rural et le déploiement du projet PASSCO. Des initiatives comme PRECOS et PAVEIES-31CSUT, lancées en 2025, visent à sécuriser durablement l'accès à l'eau potable, notamment dans les zones exposées à des défis

sécuritaires.

En milieu scolaire, des programmes soutenus par des partenaires internationaux, dont la Chine, ont permis d'améliorer significativement l'accès à l'eau potable dans la région des Plateaux, contribuant à de meilleures conditions sanitaires et à la réduction des maladies hydriques.

À plus long terme, plusieurs leviers restent à consolider : modernisation des infrastructures existantes, renforcement des capacités des opérateurs locaux et des collectivités territoriales, développement de partenariats public-privé et mise en place de mécanismes de financement innovants. L'idée de dispositifs régionaux de forage, accessibles à des coûts maîtrisés pour les populations, fait également son chemin.

Un enjeu vital au cœur de la transformation nationale

L'accès à l'eau potable s'impose aujourd'hui comme l'un des marqueurs les plus révélateurs de la trajectoire de développement du Togo. Ressource essentielle à la vie, à la santé publique et à l'activité

économique, l'eau conditionne à la fois la qualité de vie des populations et la capacité du pays à bâtir une croissance durable et inclusive. Les progrès enregistrés ces dernières années témoignent d'une prise de conscience politique réelle et d'un engagement constant des autorités, appuyé par des partenaires techniques et financiers. Toutefois, ces avancées, bien que significatives, restent confrontées à des défis structurels qui en limitent encore la portée.

Les effets du changement climatique, marqués par une pluviométrie de plus en plus irrégulière, la pression démographique croissante et l'urbanisation rapide exercent une tension permanente sur les ressources hydriques et les infrastructures existantes. À cela s'ajoutent les disparités territoriales, particulièrement prononcées entre zones urbaines et rurales, qui rappellent que l'accès équitable à l'eau potable demeure un chantier à défis. Ces réalités imposent une accélération des réformes et une consolidation des acquis, afin d'éviter que les progrès ne soient fragilisés par des crises récurrentes.





À l'horizon 2030, l'objectif d'un accès universel à l'eau potable reste atteignable, à condition de maintenir le cap politique et d'inscrire l'action publique dans la durée. Cela suppose, en premier lieu, un effort soutenu d'investissement pour moderniser et étendre les infrastructures existantes. La maintenance des réseaux constitue un levier essentiel pour réduire les pannes, les pertes techniques et les interruptions de service qui pénalisent les usagers,

en particulier dans les zones périurbaines et rurales.

Par ailleurs, la multiplication des forages, des systèmes autonomes de distribution et des solutions décentralisées apparaît indispensable pour desservir les localités éloignées ou difficilement couvertes par les réseaux classiques. Le renforcement des capacités des opérateurs locaux et des collectivités territoriales doit

accompagner cette dynamique, afin de garantir une gestion de proximité plus efficace, transparente et durable. Dans cette perspective, le développement de partenariats public-privé et de mécanismes de financement innovants peut jouer un rôle déterminant pour mobiliser des ressources complémentaires et accélérer la réalisation des projets.

L'État pourrait également envisager la mise en place de dispositifs régionaux de forage, accessibles à des coûts maîtrisés pour les populations et les particuliers, afin de répondre aux besoins des zones les plus enclavées. Une telle approche contribuerait à réduire les inégalités d'accès tout en renforçant la résilience des communautés face aux aléas climatiques.

Au-delà des chiffres et des infrastructures, l'eau potable demeure un enjeu stratégique au cœur du contrat social. Garantir à chaque Togolais une eau propre, sûre et disponible en permanence n'est pas seulement une obligation sociale, c'est un fondement essentiel du développement durable, de la justice territoriale et de la transformation nationale.

TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**



INTERVIEW

« Le dialogue interreligieux constitue un levier essentiel de prévention des conflits et de consolidation de la paix. », Pauline DOKOU, Directrice de la Prévention des Conflits au Ministère de la Justice et des Droits Humains



Dans un État de droit, la liberté de religion ne se limite pas à un principe abstrait : elle constitue un pilier de la paix sociale et du vivre-ensemble. Au Togo, ce droit fondamental, garanti par la Constitution, permet à chaque citoyen de croire, de pratiquer ou de ne pas croire du tout sans crainte ni discrimination. Mais dans un contexte marqué par la pluralité des croyances, l'émergence de nouveaux mouvements religieux et des fragilités sociales parfois instrumentalisées, la liberté religieuse pose aussi des défis en matière de régulation, de prévention des dérives et de gestion des tensions.

Pays historiquement multiconfessionnel, le Togo a fait du dialogue interreligieux et de la tolérance une valeur structurante de sa cohésion nationale. Pour préserver cet équilibre, l'État s'appuie sur un cadre juridique précis, des mécanismes institutionnels dédiés et une collaboration étroite avec les autorités locales, les leaders religieux, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

Dans cette interview, Pauline Dokou, Directrice de la Prévention des Conflits au ministère de la Justice et des Droits humains, décrypte les fondements juridiques de la liberté religieuse au Togo, les dispositifs mis en place pour prévenir et sanctionner les discriminations, ainsi que les actions concrètes menées par l'État pour consolider la coexistence pacifique entre les communautés de foi. Elle revient également sur les défis actuels et le rôle central du dialogue dans la prévention des conflits liés aux croyances religieuses.

Comment définissez-vous la liberté de religion, et quels en sont les principes fondamentaux dans le contexte juridique togolais ?

Avant d'entrer dans les aspects strictement juridiques, il est essentiel de rappeler que la liberté de religion touche d'abord à la sphère intime de chaque individu : ses convictions, sa conscience et son rapport au monde.

La liberté de religion peut être comprise comme le droit reconnu à toute personne de choisir librement sa religion ou sa conviction, de la pratiquer, de la manifester, d'en changer ou encore de n'en professer aucune, dans le respect de l'ordre public. Elle inclut également la liberté de conscience, c'est-à-dire la faculté pour chacun d'adopter des convictions religieuses, philosophiques ou morales et d'agir conformément à celles-ci.

Au Togo, cette liberté s'inscrit dans le cadre de la laïcité de l'État, affirmée par l'article premier, alinéa 1 de la Constitution du 06 mai 2024, qui dispose : « La République togolaise est un État de droit, laïc, démocratique et social... ». Cette laïcité garantit la neutralité de l'État vis-à-vis des religions. La liberté religieuse repose également sur l'égalité entre les citoyens et le respect de l'ordre public.

Comment le cadre constitutionnel et légal du Togo garantit-il concrètement la liberté de religion pour toutes les confessions ?

La protection de la liberté religieuse ne repose pas uniquement sur une déclaration de principe ; elle s'appuie sur des mécanismes constitutionnels et réglementaires précis.

La Constitution togolaise du 06 mai 2024, à travers la Déclaration solennelle des droits et devoirs fondamentaux, garantit l'égalité de tous devant la loi et interdit toute discrimination, y compris religieuse (article 3). L'article 4 précise que la liberté de croyance, de conscience et



de culte est garantie, sous réserve des exigences de l'ordre public.

Concrètement, chaque confession peut exercer librement son culte, dans le respect des lois en vigueur. L'État veille à traiter toutes les religions de manière équitable.

L'arrêté interministériel n°0138/MATDCC/MERF/MSHP/MSPC du 20 février 2025, relatif à la réglementation des nuisances sonores, contribue également à encadrer l'exercice des cultes dans le respect du vivre-ensemble.

Par ailleurs, la direction des cultes, créée par le décret n°2008-090/PR du 29 juillet 2008 au sein du Ministère de l'Administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières, assure la réglementation, le suivi et le contrôle des activités des associations religieuses et ordres philosophiques.



Le Togo dispose-t-il de mécanismes juridiques spécifiques pour prévenir et sanctionner les discriminations fondées sur la religion ?

La garantie d'un droit fondamental suppose l'existence de mécanismes de prévention, mais aussi de sanctions en cas de violation.

Le Togo s'est doté de dispositifs juridiques et institutionnels pour prévenir et réprimer les discriminations religieuses. La direction des cultes œuvre à la promotion du dialogue interreligieux, à la tolérance et à la gestion des conflits. Elle peut intervenir pour concilier les parties, voire procéder à la fermeture de lieux de culte en cas de manquements graves.

Le ministère chargé des droits humains organise également des campagnes de sensibilisation à la cohésion sociale.

Sur le plan pénal, l'article 305 du nouveau code pénal togolais prévoit des sanctions pouvant aller de six mois à deux ans d'emprisonnement et une amende de 500 000 à 2 000 000 francs CFA pour tout acte de discrimination, y compris religieuse.



Quel rôle joue le ministère de la Justice et des Droits Humains dans la protection de la liberté religieuse et la prévention des conflits liés aux croyances ?

Au-delà des textes, la mise en œuvre effective des droits dépend de l'action des institutions publiques compétentes.

Le département des droits humains du ministère de la Justice veille à l'application des textes relatifs à la liberté de croyance et au principe de non-discrimination. Il met en place des politiques de prévention des discours haineux et mène des campagnes nationales de sensibilisation à la tolérance et à la paix.

Entre 2023 et 2025, plusieurs actions ont été menées dans différentes préfectures (Yoto, Wawa, Ogou, Tchamba, Sotouboua et Tchaoudjo), ciblant élèves, apprentis et acteurs communautaires autour des valeurs de paix, de solidarité et de vivre-ensemble.

En cas de conflit, les ministères privilégient la conciliation. Les juridictions compétentes peuvent être saisies afin que le droit soit appliqué.

Quel regard portez-vous sur l'état actuel de la liberté religieuse au Togo ? Existe-t-il des défis ou des risques particuliers ?

L'analyse de la situation actuelle permet d'apprécier l'efficacité des mécanismes juridiques et institutionnels mis en place.

De manière générale, le Togo est reconnu comme un pays où les religions cohabitent pacifiquement. Cette harmonie constitue un acquis précieux. Toutefois, des défis subsistent, notamment des incompréhensions locales ou l'apparition de mouvements religieux non encadrés. La vigilance demeure donc nécessaire afin de prévenir toute forme d'intolérance ou de radicalisation.

En cas d'actes de discrimination ou de violences à caractère religieux, quels mécanismes permettent une intervention rapide et efficace de l'État ?

La gestion rapide des tensions est essentielle pour préserver la paix sociale.

Plusieurs mécanismes sont mobilisables. Les chefs traditionnels jouent un rôle de médiation de proximité. La direction des cultes intervient pour la résolution des litiges liés à l'exercice des cultes. Les préfets et autres autorités locales peuvent agir directement en raison de leur proximité avec les faits.

Les maisons de justice offrent également un cadre de règlement amiable des différends. En cas d'infractions, les forces de sécurité, les juridictions compétentes, la police et la gendarmerie peuvent être saisies afin d'assurer la protection des victimes et la sanction des responsables.

Le dialogue interreligieux est souvent présenté comme un levier de paix. Quelles actions concrètes ont été mises en place au Togo pour le promouvoir ?

Le dialogue interreligieux constitue un levier essentiel de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Des cadres de concertation non formalisés réunissant leaders religieux et autorités publiques sont régulièrement organisés. L'année 2025 a connu la troisième édition. Celle de cette année aura lieu probablement au mois de juillet sous la coordination de la direction des cultes. Des rencontres interconfessionnelles et des initiatives communautaires visent à renforcer la cohésion sociale.



Quel est le rôle des autorités locales dans la gestion des tensions interreligieuses au niveau communautaire ?

Les autorités locales sont en première ligne. Elles connaissent bien les réalités du terrain et peuvent agir rapidement en cas de tension. Elles facilitent le dialogue, jouent un rôle de conciliation et travaillent à prévenir les conflits au niveau communautaire.

Comment l'État travaille-t-il avec les ONG, la société civile et les communautés religieuses pour renforcer la tolérance et la cohésion sociale ?

Les ONG accompagnent l'État dans la mise en œuvre de ses priorités. Dans cette optique, il y a eu trois projets initiés par la société civile auxquels les institutions étatiques et les autorités locales sont parties prenantes. Il s'agit des projets Savanes Motaog, Tanalafié et ViEE. Le projet Savanes Motaog (2020-2024) visait à renforcer la cohésion sociale dans les 7 préfectures de la région des Savanes, face aux menaces terroristes depuis 2021, en ciblant 6 200 jeunes, 9 000 femmes vulnérables et 512 000 personnes.

Les actions phares exécutées pour la cohésion sont entre autres : la création de groupes d'épargne, les formations entrepreneuriales avec remise d'équipements aux artisans, les dialogues communautaires et l'implication des femmes dans les discussions foncières. Le projet Savanes Tanalafié qui est une suite du projet Savanes

Motaog (juin 2024-septembre 2025) visait à prévenir l'extrémisme violent, renforcer la cohésion sociale et la résilience des populations dans 16 communes des 7 préfectures des Savanes.

Il y a eu notamment l'appui à 71 comités CIPLEV, le financement de 13 microprojets OSC, l'installation de 10 forages (2 réhabilités), les formations sur le mécanisme d'alerte précoce.

Le projet ViEE (Vivre Ensemble et s'Épanouir), lancé en juin 2024, ciblait les régions des Savanes et Centrale pour promouvoir la cohésion sociale, la paix et la résilience face à l'extrémisme, via l'appréciation des diversités culturelles/religieuses/politiques et la participation citoyenne.

Comme actions phares, nous avons l'accès aux services financiers pour les jeunes/femmes vulnérables, la promotion entrepreneuriale, les dialogues intercommunautaires sur les diversités. La formation des médiatrices de paix (Mdp) assurée dans les deux régions par les cadres du Ministère chargé des droits humains.

Ces trois projets ont été financés principalement par l'Union Européenne.

C'est le lieu pour moi de saluer le travail remarquable qu'abattent les ONG, la société civile et les PTF dans la consolidation de la paix et de la cohésion sociale au Togo.

Enfin, quel message adressez-vous aux citoyens togolais pour encourager le respect de la diversité religieuse et la coexistence pacifique ?

La diversité religieuse est une richesse pour notre pays. Elle doit rester une force et non une source de division.

Comme le disait Kofi Annan : « Nous pouvons aimer ce que nous sommes sans haïr ce que – et qui – nous ne sommes pas. »

J'invite chaque citoyen à cultiver le respect, la tolérance et le dialogue. La paix et la cohésion sociale sont l'affaire de tous.



Certifié IYA :

**On a déjà fait le tri
pour vous. IYA,
c'est les artisans
compétents**



CONTACTS & INFORMATIONS
+228 93 88 36 36

 @iya.tg
www.iyatg.com



POLITIQUE

La mue du pouvoir exécutif sous la 5^e République togolaise

Avec l'entrée en vigueur de la 5^e République, le Togo change de logiciel institutionnel. Un régime parlementaire s'installe, appelant une gouvernance plus proche, plus responsable et plus exposée au regard des citoyens.

Le tournant amorcé par la 5^e République togolaise marque une rupture institutionnelle majeure. En consacrant l'avènement d'un régime parlementaire, la réforme redéfinit en profondeur l'équilibre des pouvoirs, la chaîne de responsabilité politique et la manière même de gouverner. L'exécutif, désormais placé sous le contrôle accru de la représentation nationale, ne peut plus se contenter d'une action à distance. La proximité avec les citoyens, la redevabilité et la lisibilité de l'action publique deviennent des impératifs structurels.

À la tête de cet exécutif recentré sur l'action gouvernementale se trouve le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Longtemps perçu comme un dirigeant réservé, peu enclin à la mise en scène du contact direct avec les populations, il incarne aujourd'hui une fonction profondément renouvelée. Depuis le début de l'année 2026, plusieurs signaux suggèrent l'amorce d'une mue stratégique : celle d'un leadership plus visible, davantage ancré dans les territoires et soucieux de s'inscrire dans l'esprit de responsabilité et de proximité que prône la 5^e République.



Une présence de terrain inédite en ce début d'année

Les premières semaines de 2026 ont été marquées par une intensification notable des déplacements du



Président du Conseil. En l'espace de quelques jours, Faure Gnassingbé a multiplié les visites sur le terrain, couvrant des registres aussi variés que la sécurité, les infrastructures, la santé, l'agriculture et la mémoire nationale.

Le 24 janvier, à Kara, il a présidé la cérémonie d'hommage aux soldats tombés dans le cadre de l'Opération Koundjoaré. Décorations à titre posthume, distinctions aux blessés, échanges directs avec les familles endeuillées : le chef de

l'exécutif a assumé une posture d'incarnation nationale dans un contexte sécuritaire sensible. Dans un régime parlementaire, où la crédibilité du gouvernement repose aussi sur sa capacité à protéger les citoyens, la gestion de la sécurité demeure un marqueur politique central. La présence physique du Président du Conseil auprès des forces armées et des familles affectées participe d'une volonté de leadership assumé.

Deux jours plus tard, changement de registre. Direction la préfecture de la Kéran pour inspecter l'avancement des travaux du pont métallique sur la rivière Kéran, inscrit dans le programme national de 21 ponts modulaires. Cette visite illustre une autre facette de la nouvelle posture gouvernementale : le suivi direct de l'exécution des politiques publiques. L'infrastructure, appelée à désenclaver plusieurs localités et à fluidifier les échanges économiques, devient ainsi le symbole d'une gouvernance par l'action concrète, loin des seules annonces.

Dans la même dynamique, le Président du Conseil s'est rendu au Centre hospitalier préfectoral de Kantè, dans le cadre du projet de Soins obstétricaux et néonataux

d'urgence (SONU), avant de visiter le Centre régional de mécanisation agricole (CRMA) de Tchitchao. Lancé en 2023 en marge du Forum national des producteurs agricoles (FoPAT), ce centre s'inscrit dans une stratégie de modernisation agricole fondée sur la mécanisation et la professionnalisation des exploitants. Ces séquences traduisent une priorité accordée aux services sociaux de base et à la transformation productive, deux piliers du discours gouvernemental.

Le 1er février, nouvelle immersion dans les préfectures de Dankpen et de la Binah. Au contact des producteurs des Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) et des Centres de transformation agricole (CTA), le Président du Conseil a échangé directement sur les défis de productivité, de mécanisation et de souveraineté alimentaire. La remise d'équipements agricoles – tracteurs et motoculteurs – a donné une dimension tangible à cette tournée, renforçant l'idée d'un État présent non seulement pour écouter, mais aussi pour agir.

Enfin, sur le plan symbolique, sa participation à la dédicace de l'ouvrage À l'ombre du Baobab, consacré à l'héritage du feu Président Gnassingbé Eyadéma, s'inscrit dans une stratégie de continuité historique. Dans un contexte de transition institutionnelle, l'ancrage dans la mémoire nationale apparaît comme un facteur de stabilité et de cohérence politique.



Une recomposition de la relation avec les citoyens

Au-delà des chantiers visités et des équipements remis, c'est la nature des interactions avec les populations qui retient l'attention. À Guérin-Kouka comme à Tchikawa, les échanges avec les producteurs agricoles ont mis en avant une rhétorique de co-responsabilité. Le gouvernement n'apparaît plus comme l'unique détenteur des solutions, mais comme un partenaire partageant les mêmes objectifs que les citoyens.

Si elle se confirme dans la durée, cette posture pourrait marquer une évolution significative du style de gouvernance. Dans un régime parlementaire, la légitimité de l'exécutif se nourrit d'un lien constant avec les territoires. La proximité devient à la fois un outil de gouvernance et un instrument de consolidation politique, permettant d'anticiper les attentes sociales et de réduire la distance entre décision publique et réalités vécues.

En investissant régulièrement les régions, notamment le nord du pays confronté à des défis sécuritaires et socio-économiques persistants, le Président du Conseil envoie également un message d'équité territoriale. Il s'agit de montrer que l'action publique ne se concentre pas uniquement sur les grands centres urbains, mais irrigue l'ensemble du territoire national.

Continuité stratégique, mutation du style



Sur le fond, les priorités de l'action publique restent cohérentes avec les orientations antérieures : sécurité nationale, infrastructures structurantes, modernisation agricole, amélioration de l'offre de santé, valorisation de la mémoire historique. Il ne s'agit donc pas d'un changement radical de cap.

La mutation semble davantage stylistique et méthodologique. Faure Gnassingbé, longtemps associé à une gouvernance discrète, apparaît désormais dans un rôle plus exposé, plus présent physiquement sur les sites de projets et plus

engagé dans la communication directe. Cette évolution peut être interprétée comme une anticipation des exigences nouvelles du régime parlementaire : nécessité de convaincre la majorité parlementaire, d'entretenir la confiance politique et d'éviter toute perception de déconnexion entre l'exécutif et les réalités sociales.

Si ces visites de terrain s'accompagnent d'ajustements concrets, de corrections rapides des dysfonctionnements et d'une amélioration perceptible des services rendus aux citoyens, alors la V^e République aura effectivement

redessiné la pratique du pouvoir et donné corps à un exécutif qui ne gouverne plus à distance, mais au contact direct des réalités nationales. Pour l'heure, le début de l'année 2026 ouvre une séquence politique dense.

En quelques semaines, le Président du Conseil a investi les champs sécuritaire, infrastructurel, agricole, sanitaire et mémoriel. Une intensité qui suggère davantage qu'une simple coïncidence et laisse entrevoir les contours d'un nouveau style de gouvernance.

ÉCONOMIE

Commerce extérieur : le Togo vend plus, mais reste dépendant de quelques marchés clés



Au troisième trimestre 2025, les exportations du Togo ont atteint 249,1 milliards de FCFA pour un volume total de 1,03 million de tonnes, selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). En un an, les ventes à l'étranger ont progressé de 14,6 % en valeur, un résultat encourageant dans un contexte international marqué par des tensions commerciales, des fluctuations des prix des matières premières et des défis logistiques persistants.

L'analyse de la structure des exportations togolaises montre une forte concentration géographique. À eux seuls, les dix premiers clients

du pays ont absorbé près de 74,4 % des exportations en valeur au troisième trimestre 2025. L'Inde domine largement, représentant plus de 21 % des ventes extérieures, principalement grâce aux exportations de phosphates, qui demeurent le premier produit d'exportation du pays.

Cette dépendance à un seul marché et à une seule ressource stratégique n'est pas sans risque. En cas de baisse de la demande indienne ou de chute des prix des phosphates sur le marché international, l'impact sur les recettes d'exportation togolaises pourrait être significatif. Cela rappelle une réalité économique bien connue. Lorsqu'une économie repose sur peu de produits et peu

de partenaires, elle devient plus vulnérable aux chocs extérieurs.

Par ailleurs, la présence des marchés régionaux dans le top des partenaires commerciaux confirme le rôle central de l'Afrique de l'Ouest dans l'économie togolaise. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana figurent parmi les principaux clients, tandis que le Mali, le Niger et le Bénin bénéficient également des flux commerciaux, notamment grâce aux activités de réexportation via le port de Lomé. Ce commerce régional constitue un atout important, car il repose sur la proximité géographique et des besoins souvent complémentaires entre les économies.

Le paradoxe d'une économie qui exporte plus... mais importe encore davantage



Malgré la progression des exportations, le déficit commercial du Togo reste élevé. Au troisième trimestre 2025, les importations ont atteint 505 milliards de FCFA, soit plus du double des exportations, creusant un déficit commercial de 255,8 milliards de FCFA. Ce déséquilibre s'explique en grande partie par la structure de l'économie togolaise, qui dépend fortement des importations pour l'énergie,

les équipements industriels, les produits manufacturés et certains biens de consommation. Autrement dit, le pays vend principalement des matières premières ou des produits peu transformés, mais achète des produits à plus forte valeur ajoutée.

Cette situation met en évidence un enjeu majeur pour les années à venir qu'est celui de la transformation locale. Produire davantage sur place,

transformer les matières premières et développer des industries locales permettrait non seulement de réduire les importations, mais aussi de créer des emplois et d'augmenter les revenus. Le port de Lomé, qui joue déjà un rôle stratégique dans la sous-région, pourrait devenir un levier encore plus puissant si le tissu industriel local se renforçait. Enfin, la diversification des marchés apparaît comme un autre défi crucial.

Si l'Europe reste présente et que l'Inde constitue un partenaire majeur, l'Asie, le Moyen-Orient ou d'autres régions du monde pourraient offrir de nouvelles opportunités. Dans un monde économique en mutation rapide, dépendre d'un nombre limité de débouchés peut rapidement devenir un frein à la croissance.

Les chiffres du troisième trimestre 2025 montrent une économie togolaise dynamique, capable d'augmenter ses exportations et de consolider sa place dans le commerce régional. Mais ils révèlent aussi les fragilités d'un modèle encore trop dépendant de quelques produits, de quelques partenaires et d'importations massives. Au fond, la véritable question n'est pas seulement de savoir combien le Togo exporte, mais ce qu'il exporte, vers qui et à quel prix pour son avenir. Car une économie ne se mesure pas uniquement à la valeur de ses ventes, mais à sa capacité à transformer ses richesses et à maîtriser son destin.

TOGO
emergent

**FAITES VOS ANNONCES
PUBLICITAIRES ICI**





NOTRE MISSION

Nous nous engageons à offrir à nos clients des solutions sur mesure, gage d'efficacité et rentabilité.

Grâce à notre flexibilité, nous les positionnons de manière optimale sur leur marché. En outre, notre vocation est de cultiver un leadership performant et innovant, insufflant ainsi une dynamique positive au sein de leur organisation.

NOS SERVICES



Gestion de Projets



**Sondages &
Etudes de marchés**



Trade Marketing



Diagnostic Organisationnel



Developpement d'Affaires



www.mandisafrica.pro
contact@mandisafrica.pro
+228 70775555



SOCIÉTÉ

Sans argent, pas d'amour ? Le cœur à l'épreuve du portefeuille

Dans un contexte économique de plus en plus tendu, la question de l'argent s'invite au cœur des relations sentimentales. À Lomé, un micro-trottoir révèle un débat profond : l'amour peut-il encore exister et durer sans base matérielle, ou le portefeuille est-il devenu une condition implicite du couple moderne ?

Parler d'amour dans un contexte économique tendu revient inévitablement à convoquer la question de l'argent. Dans les rues de Lomé, le débat est vif, parfois sans détour : peut-on encore vivre le véritable amour sans ressources financières ? L'amour suffit-il à faire tenir un couple ? Ou le matériel s'est-il imposé comme une condition préalable à toute relation dite sérieuse ?

À travers un micro-trottoir réalisé auprès de jeunes et d'adultes, une constante se dégage : si l'amour peut naître sans argent, il peine souvent à s'inscrire dans la durée sans une base matérielle minimale. Entre idéal romantique et réalisme économique, les témoignages traduisent les tensions d'une société où le coût de la vie redéfinit profondément les rapports affectifs.



« L'amour seul ne suffit pas » : le poids du réalisme économique

Pour Kossi, 32 ans, commerçant, la réponse se veut nuancée : « Oui, normalement, on peut vivre l'amour sans argent. Mais l'amour seul ne suffit pas aujourd'hui. » À ses yeux, la réalité des couples modernes impose une certaine stabilité financière. « Sans l'argent, beaucoup de femmes préfèrent aller voir ailleurs », affirme-t-il, convaincu que la pression économique influence désormais les choix sentimentaux.

Même lecture chez Yawovi, 28 ans, agent de sécurité : « Quelqu'un qui n'a pas l'argent peut vivre le vrai amour. Mais pour le maintenir, il faut au moins un peu de moyens. Le côté financier joue un rôle réel dans le couple. » Pour lui, l'argent n'est pas un luxe, mais un levier : pouvoir faire plaisir, assumer les dépenses du quotidien, envisager l'avenir avec sérénité.

Du côté féminin, le discours n'est pas forcément plus indulgent. Mireille, 26 ans, étudiante en gestion, tranche

: « Nous sommes dans un monde développé. L'amour seul ne suffit pas, surtout quand on pense aux enfants. L'école, la santé, ce sont des charges. » Elle insiste : refuser une relation avec quelqu'un sans ressources « n'est pas du matérialisme », mais une projection responsable vers la parentalité.

Ce raisonnement illustre un glissement notable : l'amour n'est plus seulement une affaire de sentiments, mais un projet de vie intégrant une planification économique.

Entre idéal romantique et lucidité sociale

Entre idéal romantique et lucidité sociale

D'autres voix, plus optimistes, continuent toutefois de défendre la primauté du sentiment.

Afi, 24 ans, étudiante en sociologie, affirme : « Oui, quelqu'un qui n'a pas d'argent peut vivre le vrai amour. S'il n'y a pas l'argent, au moins il y a la santé. C'est ça qui compte. »

Pour elle, la valeur morale, le comportement et la vision de l'avenir priment sur la situation financière immédiate. Même son de cloche chez Kodjo, 30 ans, artisan : « Ça peut exister. Si les deux sont conscients et engagés, l'amour peut tenir. Ce n'est pas forcément le matériel. Quand tu aimes, tu aimes vraiment. »

Mais ce discours idéaliste se heurte rapidement à la réalité quotidienne. Plusieurs intervenants évoquent la pression sociale, la comparaison permanente et l'attrait du confort matériel.

Franck, 29 ans, conducteur, résume ce tiraillement : « L'amour existait avant. Mais aujourd'hui, on dit que l'amour, c'est bien, mais il faut l'argent pour le booster. » Le verbe est révélateur. L'argent devient un accélérateur, un catalyseur des sentiments.

L'argent : ciment ou poison du couple ?

Une autre question divise profondément les avis : l'argent renforce-t-il l'amour ou le détruit-il ? Pour Yawovi, la réponse est sans équivoque : « L'argent renforce l'amour. Ça permet de gérer les dépenses, de faire plaisir. » Franck abonde : « Pas besoin de beaucoup, mais un peu d'argent aide. »

À l'inverse, Sandrine, 27 ans, secrétaire, défend la thèse opposée : « L'argent détruit l'amour. Certaines filles sont attirées par le matériel. Dès qu'un homme plus aisé arrive, elles quittent. » Elle évoque un opportunisme sentimental où la sécurité financière supprime l'attachement affectif.



Plus philosophique, Adjoa, 45 ans, commerçante, compare les générations : « À l'époque de nos parents, l'amour existait sans le matériel. Aujourd'hui, le vrai amour est souvent conditionné par l'argent. » Une interrogation demeure : cette évolution traduit-elle un progrès ou une perte de valeurs ?

Les pauvres ont-ils droit à l'amour ?

Au fil des échanges, une conclusion implicite se dessine : oui, les personnes sans moyens ont droit à l'amour, mais dans les faits, leur parcours est semé d'obstacles. La précarité expose à des fragilités supplémentaires : dépendance économique, tentation de la comparaison, pression familiale, exigences sociales accrues. Dans

un contexte où le coût de la vie augmente et où la réussite matérielle est fortement valorisée, le capital financier devient parfois un critère de sélection amoureuse.

Pour autant, réduire l'amour à une transaction serait caricatural. Ce que révèlent ces témoignages, c'est surtout une quête de sécurité. Derrière l'exigence d'argent se cache souvent le besoin de stabilité, de protection et de projection vers l'avenir.

L'argent n'est donc ni totalement indispensable, ni totalement anodin. Il agit comme un amplificateur : il peut consolider une relation solide comme il peut révéler des fragilités préexistantes.

Un miroir de notre société

Ce micro-trottoir dit bien plus que l'état de l'amour. Il révèle les transformations socio-économiques contemporaines : urbanisation accélérée, pression de réussite, influence des réseaux sociaux, nouvelles aspirations des jeunes générations.

L'amour romantique, idéalisé, cohabite désormais avec une logique pragmatique. On veut aimer, mais aussi réussir. Ressentir, sans renoncer au confort.

Alors, les pauvres ont-ils droit à l'amour ? Oui, sans doute. Mais dans un monde où l'argent structure les opportunités, le défi consiste à préserver l'authenticité des sentiments tout en assumant les exigences matérielles de la vie moderne.

Entre le cœur et le portefeuille, l'équilibre reste fragile. Et le débat, loin d'être clos, continue d'animer les rues... comme les consciences.

SANTÉ

Accident vasculaire cérébral : chaque minute compte

Chaque année, l'accident vasculaire cérébral frappe sans prévenir et bouleverse des milliers de familles. Mieux connaître les signes d'alerte et agir vite peut faire la différence entre la vie, le handicap et la mort.

Silencieux, brutal, souvent sous-estimé, l'accident vasculaire cérébral (AVC) figure parmi les premières causes de décès et s'impose comme la première cause de handicap acquis chez l'adulte. Un mal qui frappe sans prévenir et bouleverse des vies en quelques minutes. Ce qui le rend particulièrement redoutable, c'est autant sa fulgurance que l'ignorance persistante de ses signes d'alerte, alors même qu'une réaction rapide peut tout changer.

Une attaque brutale aux signes souvent inattendus

L'AVC correspond à une atteinte soudaine du cerveau, provoquant un déficit neurologique immédiat. Il peut survenir à tout moment, alors que la personne est au travail, à table ou sous la douche. Les symptômes d'alerte sont variés : difficultés à parler ou à comprendre, perte brutale de la vision, paralysie ou faiblesse d'un côté du corps, maux de tête violents inhabituels, parfois accompagnés de vomissements. Ces signes doivent alerter immédiatement l'entourage.

L'hypertension artérielle demeure la principale cause de l'AVC. À cela s'ajoutent d'autres facteurs de risque largement évitables : diabète, excès de cholestérol, surpoids, sédentarité, consommation excessive d'alcool et de tabac. Ce sont essentiellement les habitudes de vie qui exposent au risque, bien plus que l'hérédité.

Deux mécanismes, une même urgence vitale

On distingue deux grandes formes d'AVC. L'AVC hémorragique résulte de la rupture d'une artère cérébrale, entraînant un saignement dans le cerveau. L'AVC ischémique, le plus fréquent, est causé par l'obstruction d'une artère par un caillot ou un dépôt de cholestérol, empêchant l'oxygénation normale du cerveau.

Quelle que soit sa forme, l'AVC constitue une urgence absolue. Privées d'oxygène, les cellules cérébrales commencent à mourir après quatre à six heures. Face à un malaise suspect, il faut rejoindre sans délai le service d'urgence ou l'hôpital de référence le plus proche. Chaque minute perdue augmente le risque de séquelles irréversibles.

La thrombolyse et l'enjeu de la prévention

Une prise en charge rapide peut permettre, dans certains cas, l'administration d'un traitement thrombolytique, destiné à

dissoudre le caillot responsable de l'AVC ischémique. Administrée précocement, la thrombolyse peut favoriser une récupération spectaculaire des troubles de la parole, de la vision ou de la motricité. À l'inverse, un retard de prise en charge expose à des handicaps durables.

La prévention reste donc essentielle. Contrôler sa tension artérielle, surveiller son diabète, adopter une alimentation équilibrée, pratiquer une activité physique régulière, réduire le sel, le sucre et les graisses, arrêter le tabac et limiter l'alcool sont autant de gestes qui sauvent des vies. Le risque augmente après 45 ans, mais des cas surviennent désormais chez des adultes plus jeunes.

Un AVC expose également à la récurrence. Le suivi médical, l'observance du traitement et la rééducation sont indispensables pour préserver l'autonomie. Comme le rappelle le Lt-Colonel Assogba Komi, professeur de neurologie, « reconnaître l'urgence et agir tôt reste la meilleure arme contre les conséquences irréversibles de l'AVC ».



Certifié IYA :

**On a déjà fait le tri
pour vous. IYA,
c'est les artisans
compétents**



CONTACTS & INFORMATIONS
+228 93 88 36 36

 @iya.tg
www.iyatg.com



SPORT D1 LONATO 2025-2026 : l'ASCK couronnée à mi-parcours, le suspense intact pour la phase retour



Le rideau est tombé sur la première moitié de la D1 Lonato 2025-2026 comme se referme un acte haletant d'une tragédie sportive. Treize journées, des duels âpres et des stades en ébullition, la phase aller du championnat togolais a livré son verdict provisoire. À mi-saison, l'ASCK s'offre le titre honorifique de champion d'intersaison avec 30 points, mais la couronne reste fragile. Car derrière, la meute ne lâche rien.

Rares sont les saisons où l'écart entre les prétendants au titre est resté aussi mince à la trêve. Le classement actuel dessine une lutte à quatre têtes où la moindre contre-performance peut redistribuer les cartes. À cet instant charnière, la D1 Lonato se raconte comme un roman de rivalités, d'ambitions et de résilience.

Leader à la trêve, l'ASCK a su imposer une constance remarquable dans un championnat réputé imprévisible. Avec 30 points en 13 journées, le club de Kara a bâti son fauteuil sur une défense disciplinée et une efficacité

offensive décisive dans les matchs clés. Mais plus que les chiffres, c'est l'impression de maîtrise collective qui frappe : l'ASCK ne domine pas toujours, mais elle sait gagner. Cette première place n'est pas le fruit du hasard. Elle traduit une progression structurelle du club ces dernières saisons : organisation interne plus stable, recrutement ciblé et gestion tactique pragmatique.

L'ASCK a appris à jouer comme un prétendant, avec la patience des équipes sûres de leur force. Pourtant, le statut de leader n'offre aucun répit. Car à seulement deux longueurs, l'ASKO reste en embuscade permanente. Le duel entre les deux puissances de Kara promet d'être l'axe majeur de la phase retour. Dans ce derby territorial devenu classique du football national, chaque point pèse double : sportivement et symboliquement.

Deuxième avec 28 points, ASKO n'a rien perdu de son ADN conquérant. Moins flamboyant que lors de

ses saisons dominatrices, le club jaune et noir a néanmoins conservé l'essentiel : sa capacité à rester au contact. Dans un championnat serré, cette proximité est une arme.

ASKO incarne l'expérience des grands rendez-vous. L'équipe sait gérer la pression des fins de saison, un avantage psychologique considérable face à un ASCK encore en quête d'un sacre confirmé sur la durée. La phase retour s'annonce comme un duel mental autant que tactique entre les deux voisins de Kara.

La dynamique des confrontations directes entre ces deux équipes pourrait d'ailleurs décider du titre. Dans un contexte où chaque point compte, ces chocs ressemblent déjà à des finales anticipées.

À quatre points du leader, l'Unisport FC et l'AC Barracuda (24 points chacun) incarnent la menace silencieuse. Ni leaders ni suiveurs, mais parfaitement positionnés pour bondir à la moindre défaillance du duo de tête.



Entre la 5^e et la 9^e place, la D1 Lonato offre un condensé de compétitivité rarement observé. Cinq équipes se tiennent en seulement quatre points, de l'Étoile Filante (19 pts) à l'Entente 2 (16 pts). Cette densité traduit deux réalités : l'équilibre global du championnat et l'absence de hiérarchie figée au milieu de tableau.

Dans cette zone, chaque match de la phase retour aura une double portée : se rapprocher du podium ou éviter la glissade vers la zone rouge. Pour ces clubs, la saison se jouera sur la capacité à transformer les matchs nuls en victoires. Dans un championnat aussi serré, trois points changent une trajectoire.

En bas de classement, la situation de l'AS Binah apparaît déjà critique. Avec seulement 7 points, le club accuse un retard préoccupant sur ses concurrents directs. À mi-parcours, l'équation du maintien devient une course contre le temps.

Au-delà du classement, cette première moitié de saison aura aussi été marquée par des incidents regrettables, notamment à Sokodé. Ces dérives rappellent que la progression sportive du championnat doit s'accompagner d'une maturation organisationnelle et disciplinaire. La Fédération togolaise de football sera attendue sur ce terrain.

La seconde moitié du championnat s'ouvre comme un nouveau départ. Les compteurs ne sont pas remis à zéro, mais les dynamiques peuvent basculer. Historiquement, la phase retour de la D1 togolaise est souvent plus imprévisible que l'aller : fatigue, blessures, pression et calculs tactiques redessinent la compétition. Quatre scénarios se dessinent déjà : un duel ASCK-ASKO jusqu'au bout, l'irruption d'Unisport ou Barracuda dans la course au titre, un resserrement du milieu de tableau vers le podium, une lutte pour le maintien plus ouverte qu'attendu.

Dans tous les cas, la D1 Lonato 2025-2026 confirme une tendance lourde : la fin des championnats dominés par une seule équipe. Le football togolais entre dans une ère de pluralité compétitive où plusieurs clubs peuvent légitimement viser le sacre. À mi-parcours, le championnat togolais offre ce que tout sport cherche : l'incertitude. L'ASCK est devant, mais rien n'est joué. ASKO attend. Unisport et Barracuda guettent. Le milieu espère. Binah survit.

La phase retour s'annonce comme une traversée nerveuse où chaque point comptera, chaque duel pèsera, chaque erreur coûtera. Si la première moitié a installé le suspense, la seconde doit écrire la légende.

TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**

BON À SAVOIR

Il fait trop chaud : ce qu'il faut faire pour mieux supporter la chaleur



On dirait que le dieu de la pluie est contre nous. Il fait tellement chaud ces derniers jours au Togo que la fatigue se fait ressentir plus vite que d'habitude. Cette sensation n'est pas anodine. Selon les prévisions de l'Agence nationale de la météorologie (ANAMET), le pays traverse une période marquée par des températures élevées, parfois au-dessus des normales saisonnières, avec un temps globalement sec. Dans certaines localités, le mercure peut frôler ou dépasser les 38°C, accentuant l'inconfort au quotidien.

Face à cette situation, il devient donc essentiel d'adopter des gestes simples pour mieux vivre cette chaleur.

1. Penser à s'hydrater tout au long de la journée

Avant toute chose, l'hydratation est indispensable. Avec la chaleur, le corps perd beaucoup d'eau par la transpiration. Il est donc recommandé de boire tout au long de la journée, même sans soif. À ce stade, l'eau fraîche devient presque une alliée de survie, bien plus efficace que les boissons alcoolisées ou très sucrées.

2. Adapter son alimentation à la chaleur

Par ailleurs, manger lourd n'aide pas. En période de forte chaleur, il vaut mieux privilégier les repas légers, riches en fruits et légumes. Pastèque, ananas, concombre ou agrumes apportent de l'eau et aident l'organisme à mieux supporter la température. À l'inverse, les plats gras accentuent la sensation d'étouffement.

3. Choisir des vêtements plus respirants

En complément, le choix des vêtements joue un rôle clé. Les habits amples, légers et de couleur claire permettent à l'air de circuler et réduisent l'absorption de la chaleur. Autrement dit, ce n'est pas le moment de faire souffrir son corps avec des vêtements serrés.

4. Ajuster son rythme aux heures les plus chaudes

Logiquement, il faut aussi adapter ses activités. Les efforts physiques intenses sont à éviter entre 11 h et 15 h, lorsque le soleil est à son maximum. Si cela est possible, mieux vaut travailler tôt le matin ou attendre la fin de l'après-midi.

5. Maintenir un minimum de fraîcheur à la maison

À la maison, quelques gestes font la

différence. Fermer les fenêtres en journée, aérer tôt le matin ou tard le soir, prendre des douches fraîches ou utiliser un ventilateur permet de mieux supporter la chaleur ambiante. Il faut également rappeler que les enfants, les personnes âgées et les personnes souffrant de maladies chroniques sont plus exposés aux risques liés à la chaleur. Leur hydratation, leur repos et leur confort doivent rester une priorité.

Même si le dieu de la pluie semble nous avoir oubliés, cette chaleur persistante n'est pas un hasard. Elle s'inscrit dans un contexte plus large, celui des changements climatiques, dont les effets se font de plus en plus sentir au Togo. En attendant des solutions durables, ces petits gestes du quotidien restent nos meilleurs alliés pour traverser cette période... sans fondre complètement comme une glace.



NOS SERVICES

Contenus promotionnels
(Article, Publi-reportage,
Interview exclusive, etc.)

Couverture journalistique

Publication de communiqués
de presse

Article / lien sponsorisé

Insertion publicitaire

Newsletter (Pub Mail)

Flotte-pub WhatsApp

Packages Spéciaux

PORTRAIT

Omar Agbangba, de la cour royale à l'architecture du volontariat



Dans un Togo confronté au défi crucial de l'emploi des jeunes, certaines trajectoires incarnent à la fois la méthode, la vision et l'action. Celle du Dr Omar Agbangba, directeur général de l'Agence nationale pour le volontariat au Togo, s'impose comme l'une des plus éloquentes.

Dans le paysage togolais de l'action publique, peu de profils allient avec autant de cohérence savoir académique, expérience de terrain et sens du service que celui de Omar Agbangba. À la tête de l'Agence nationale pour le volontariat au Togo (ANVT) depuis février 2015, il a progressivement transformé le volontariat en un véritable outil d'insertion socio-professionnelle, au cœur des politiques de développement humain.

Titulaire d'un doctorat en Sociologie et diplômé en Management des Projets et Programmes, et en

Sciences de l'Éducation, manager aguerri et homme de terrain, Omar Agbangba appartient à cette génération de dirigeants pour qui le leadership ne se décrète pas : il se construit, s'éprouve et se justifie dans l'action.

Un leadership forgé très tôt

Le parcours d'Omar Agbangba prend racine bien avant les amphithéâtres universitaires. Élève brillant à Tchamba, souvent major de sa promotion, il se distingue très tôt par un esprit d'initiative affirmé. Football, théâtre, associations d'élèves, le jeune Omar ne se contente pas d'apprendre, il organise, mobilise et fédère.

À Sokodé, puis à l'Université de Lomé, son engagement dans les amicales étudiantes et les regroupements communautaires affine son sens de la responsabilité collective. Mais c'est surtout dans le cercle

familial que se forge durablement sa conception du leadership.

Issu d'une cour royale, fils de chef canton, il grandit au contact direct des mécanismes de gouvernance traditionnelle. Il observe les prises de décision, assiste aux médiations, écoute les débats, comprend l'importance de la parole donnée et du compromis social. Cette immersion précoce dans l'exercice de l'autorité marquera profondément sa manière de diriger : une autorité fondée sur l'écoute, la concertation et la redevabilité.

Vingt-sept ans de terrain

À sa sortie de l'université, Omar Agbangba choisit sans hésiter la voie du développement communautaire. Il rejoint Plan International, ONG internationale de référence dans la promotion des droits de l'enfant, de l'éducation, de la santé et de l'égalité de genre.

Il y débute comme agent de terrain - « officier sac-au-dos », aime-t-il rappeler - au plus près des communautés. C'est là qu'il apprend la rigueur, la patience et la culture du résultat concret. Son ascension est progressive : coordonnateur de zone, directeur régional dans les Plateaux puis dans la région Centrale, avant d'achever son parcours comme directeur des opérations et des programmes à Lomé.

Ce long compagnonnage avec Plan International constitue bien plus qu'une carrière. C'est une véritable école de management et d'ouverture internationale. Il participe à un programme intensif de formation des dirigeants, incluant une immersion à Londres aux côtés de responsables venus de plus de soixante pays. Une expérience déterminante qui élargit sa vision stratégique et affine sa compréhension des enjeux globaux de gouvernance.

Le pari du volontariat, une transformation en chiffres

En 2014, un décret transforme le PROVONAT en Agence nationale pour le volontariat au Togo. L'année suivante, le poste de premier Directeur général est ouvert. Omar Agbangba postule. Il est retenu. En février 2015, il prend les rênes de cette jeune institution publique. Sa vision est claire : faire du volontariat un tremplin vers l'emploi, et non une simple parenthèse citoyenne. L'ANVT, établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, s'adresse à une diversité de profils : jeunes diplômés en quête d'expérience, déscolarisés, retraités, compétences nationales disponibles. « Le volontariat doit être pensé comme une passerelle entre formation académique et insertion professionnelle », martèle-t-il.

Sous sa direction, l'ANVT se structure, diversifie ses programmes et renforce ses partenariats. Là où le PROVONAT avait mobilisé 5 530 volontaires entre 2011 et 2014, l'ANVT totalise aujourd'hui plus de 83 000 volontaires mobilisés, dont plus de 78 000 sous son mandat.

Ces performances reposent sur plusieurs réformes majeures : diversification des formes de volontariat, amélioration des conditions d'accès, professionnalisation du cadre de gestion et renforcement du suivi. Les volontaires interviennent dans des secteurs clés : santé,



éducation, justice, administration, environnement, développement local. Dans les écoles, ils soutiennent les enseignants ; dans les centres de santé, ils accompagnent les campagnes de vaccination ; sur le terrain environnemental, ils participent à la protection des ressources naturelles.

Mais au-delà des statistiques, l'impact est profondément humain. Pour de nombreux jeunes, le volontariat constitue une première expérience professionnelle structurante, un révélateur de potentiel, parfois un déclic vers l'emploi ou l'entrepreneuriat.

Un directeur proche du terrain, fidèle à ses racines

À rebours de l'image classique du haut fonctionnaire confiné aux bureaux et aux réunions protocolaires, Omar Agbangba revendique un management de proximité, ancré dans le réel. Pour lui, diriger ne signifie pas s'éloigner du terrain, mais au contraire s'y maintenir. Il sillonne régulièrement le pays, va à la rencontre des volontaires, échange

avec les structures d'accueil, observe les réalités locales et évalue l'impact concret des missions déployées.

Cette présence constante sur le terrain n'est ni un effet de communication ni un exercice ponctuel. Elle relève d'une conviction profonde : le volontariat est un outil vivant, qui ne peut produire des résultats durables que s'il s'adapte aux besoins réels des communautés et aux aspirations changeantes des jeunes. Écoles, centres de santé, collectivités locales, zones rurales ou périurbaines : partout, le Directeur général de l'Agence nationale pour le volontariat au Togo s'attache à comprendre, ajuster et améliorer.

Cette posture s'inscrit dans la continuité d'un parcours façonné par l'action directe et la proximité humaine. Avant d'être un décideur national, Omar Agbangba a été un homme de terrain. Cette expérience continue d'informer son style de gouvernance : écouter avant de trancher, observer avant de réformer, corriger sans jamais perdre de vue l'humain.

Défis, vision et héritage

Les défis auxquels fait face l'ANVT demeurent considérables. La mobilisation durable des ressources, l'accompagnement post-volontariat et l'adéquation entre formation académique et besoins du marché du travail constituent autant de chantiers structurants. Mais pour Omar Agbangba, ces contraintes ne sont pas des freins : elles sont des opportunités de transformation.

Dans un contexte où le marché de l'emploi togolais peine à absorber une jeunesse de plus en plus nombreuse, le volontariat apparaît comme un levier correctif majeur. Il permet de développer des compétences pratiques, d'inculquer la culture du travail, de renforcer l'esprit d'initiative et d'offrir une première immersion professionnelle à des milliers de jeunes.

Pour lui, un constat s'impose sur le continent et il l'exprime en ces mots : « L'Afrique est le continent des contrastes. L'Afrique est le continent dans lequel quand tu arrives ; tu trouves que tout est à faire. C'est aussi le continent dans lequel tu trouves des jeunes qui n'aspirent qu'à faire et



qui disent qu'ils n'ont rien à faire ou sont au chômage. Le jour où l'Afrique résoudra ce contraste Opportunité-Affaire et Disponibilité des jeunes qui n'aspirent qu'à faire ; l'Afrique va se développer. »

Et c'est sur cette vision de résolution de ce contraste que Dr Omar Agbangba conduit le programme de volontariat du Togo.

Son ambition est assumée : faire du modèle togolais du volontariat une référence sous-régionale, en renforçant les passerelles entre volontariat, formation professionnelle,

entrepreneuriat et emploi salarié. À long terme, il entend consolider l'ANVT comme une véritable agence de développement humain, capable de concilier engagement citoyen, innovation sociale et autonomie économique.

« L'engagement, la persévérance et le service à la communauté sont des leviers essentiels pour construire un avenir utile à soi-même et aux autres. » Cette conviction résume un itinéraire d'une rare cohérence, de la cour royale de l'enfance aux plus hautes responsabilités administratives. Omar Agbangba n'a pas simplement occupé des fonctions, il a bâti une trajectoire guidée par la certitude que le développement passe d'abord par l'humain.

À l'heure où de nombreux jeunes togolais doutent de leurs perspectives, son parcours délivre un message clair et mobilisateur : croire en son potentiel, saisir chaque opportunité d'apprentissage et transformer l'engagement en tremplin. Sous son impulsion, le volontariat au Togo n'est plus une attente ou un pis-aller. Il est devenu une école de citoyenneté, de compétences et d'avenir.

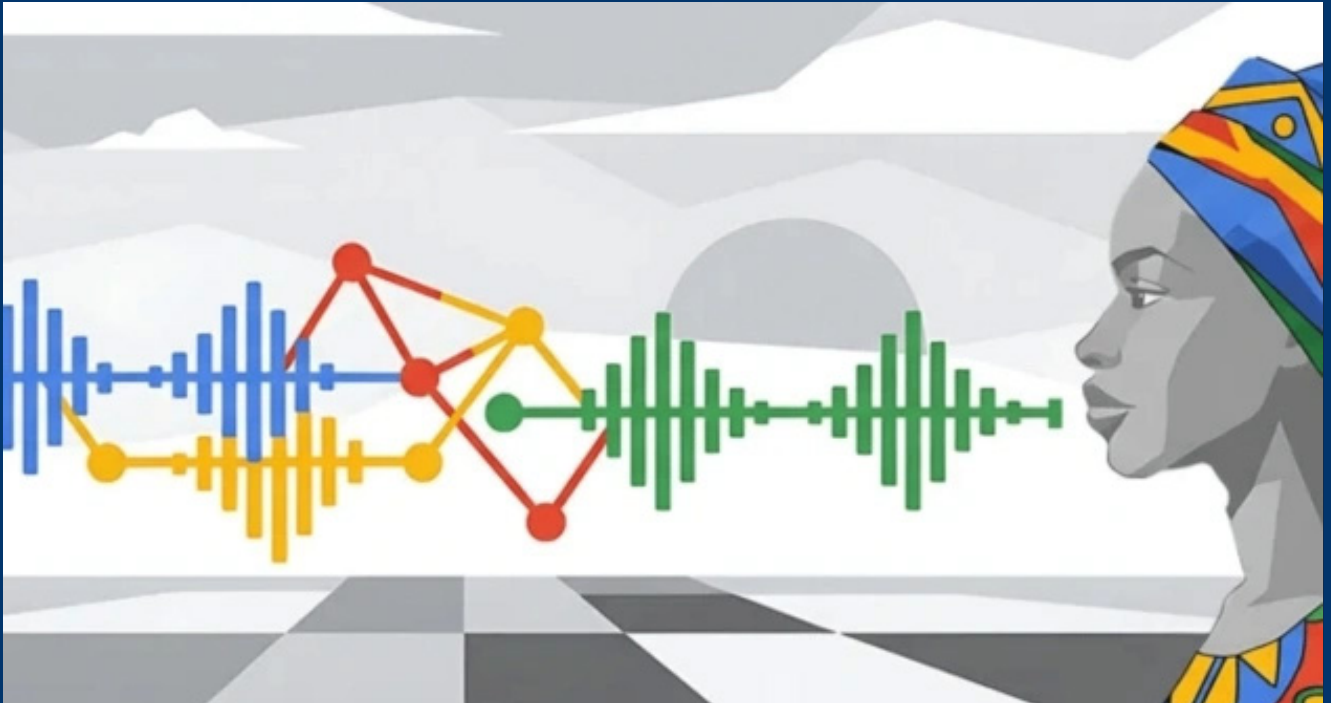




**Vous êtes une entreprise ?
Un particulier ? Nous sommes
votre bras droit !**

TECH

IA vocale et langues africaines : Google tisse sa toile sur le continent avec WAXAL



Google accélère sa conquête de l'Afrique via l'IA vocale et langues africaines. Le 2 février 2026, la firme de Mountain View a dévoilé WAXAL, une base de données vocale open source monumentale pour 21 langues africaines.

Ce projet, baptisé du mot wolof signifiant « parler », marque un tournant stratégique pour l'IA vocale en Afrique. Vecteur de savoir, ciment social et atout économique, la langue structure les sociétés. Briser les barrières linguistiques via l'IA ouvre un champ des possibles immense, comme l'explique Muriel Edjo d'Agence Ecofin dans son analyse du 4 février.

WAXAL : 11 000 heures d'audio pour révolutionner l'IA vocale en Afrique

Développée sur trois ans, WAXAL totalise plus de 11 000 heures d'audio, issues de près de 2 millions d'enregistrements individuels. Geek inside : Google met en avant 1 250 heures transcrites pour entraîner les

systèmes de reconnaissance vocale automatique (ASR), et plus de 20 heures en studio pour une synthèse vocale haute fidélité. Les 21 langues couvertes : Acholi, Akan, Dagaare, Dagbani, Dholuo, Ewe, Fante, Fulani (Fula), Hausa, Igbo, Ikposo (Kposo), Kikuyu, Lingala, Luganda, Malgache, Masaaba, Nyankole, Rukiga, Shona, Soga (Lusoga) et Swahili.

Ce n'est pas un solo de Google. Un consortium africain pilote l'opération. L'Université Makerere (Ouganda) et l'University of Ghana gèrent 13 langues, Digital Umuganda (Rwanda) en coordonne 5, avec Media Trust et Loud n Clear pour les enregistrements pro. L'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) booste les données multilingues futures. Bonne nouvelle pour les devs : tout est open source sur Hugging Face, sous licence ouverte. Prêt à coder votre assistant vocal en Igbo ou Swahili ?

L'ascension de Google dans les langues africaines : un écosystème IA en pleine expansion

WAXAL n'est que la dernière brique d'une stratégie globale. En 2025, Google a lancé un glossaire de 100 termes IA en 4 langues : swahili (Afrique de l'Est), afrikaans, xhosa et isiZulu (Afrique du Sud). En 2024, 15 langues africaines rejoignent la recherche vocale, Gboard et Translate, touchant 300 millions d'utilisateurs. Pareil pour Google Translate : +110 langues via PaLM 2, dont un quart africaines, la plus grosse vague à ce jour.

Ces moves transforment l'IA : plus de simple traduction, Google intègre les langues africaines à l'écrit et à l'oral dans son empire (Pixel, Assistant, Gemini...). Pour les geeks, c'est du lourd : des modèles qui « apprennent » les langues apparentées pour scaler vite.

Enjeux geek : inclusion, data gold et soft power africain

Pour Google, c'est win-win :

► Accès vocal : dans les zones rurales, la voix prime sur l'écrit.
Résultat : un internet «adressable» élargi, monétisable via ads et services.

► Data rare : les langues «low-resource» comme le Lingala ou le Yoruba sont des mines d'or pour l'entraînement IA.

► Différenciation : dans la course OpenAI-Meta, maîtriser l'Afrique = parts de marché.

Pour le continent, les opportunités explosent :

► Inclusion numérique : dictée, recherche et traduction en langues locales pour tous.

► Start-ups boostées : WAXAL baisse les barrières pour des apps en santé, agri ou services publics.

► Préservation culturelle : documentation éthique des langues via IA.

► Éducation : outils en Kikuyu ou Hausa pour les zones rurales.

Imaginez un chatbot agricole en Shona qui conseille les fermiers en temps réel, l'IA vocale langues africaines rend ça possible.



Les ombres au tableau : souveraineté et risques d'exploitation

Mais attention ! Les craintes pointent :

► Capture de valeur : données ouvertes, OK, mais qui brevète les apps lucratives ? L'Afrique risque de fournir la «matière première» sans les revenus.

► Dépendance tech : si les API Google dominant, les devs locaux restent spectateurs.

► Asymétrie : inclusion promise, mais qui profite vraiment ?

Google mise sur partenariats et open data pour contrer ça, mais la souveraineté numérique reste un combat clé.

Avec WAXAL, Google tisse sa toile, mais ouvre la porte à un écosystème partagé. Pour les geeks africains, c'est l'occasion de hacker l'IA locale : téléchargez les datasets sur Hugging Face et lancez-vous ! Suivez les mises à jour sur les langues africaines IA – la prochaine vague pourrait inclure votre dialecte.

TOGO emergent

FAITES VOS ANNONCES PUBLICITAIRES ICI



QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :

+228 92 15 24 39

data7afrique@gmail.com



IMMERSION

Bolou à Tsévié, là où l'argile garde mémoire

À quelques kilomètres de Tsévié, Bolou résiste au temps par la force de ses traditions.

Dans ce village discret de la région Maritime, la poterie n'est pas un métier parmi d'autres : elle est une identité transmise, un héritage vivant. Ici, chaque canari façonné raconte l'histoire d'un peuple, de ses migrations et de sa relation intime à la terre.



Après avoir parcouru la diversité des paysages et des récits locaux, le voyage conduit plus en profondeur, vers un village où les traditions anciennes continuent de se vivre au quotidien. Dans la région Maritime, là où la terre dialogue avec l'eau et où les gestes ancestraux ont traversé les siècles, un nom s'impose avec évidence : Bolou, un village situé dans l'aire de Tsévié.

À Bolou, l'argile n'est pas une simple matière première. Elle est mémoire, savoir-faire et identité collective. Chaque canari façonné à la main raconte une histoire silencieuse, chaque geste des artisans porte l'empreinte des ancêtres. Dans ce village à la fois discret et profondément vivant, se révèle un patrimoine

qui façonne encore l'âme et le quotidien de ses habitants.

Administrativement rattachée à la région Maritime, zone reconnue pour la richesse de ses pratiques culturelles et artisanales, la localité de Bolou se distingue par un savoir-faire qui a fait sa renommée bien au-delà de son territoire : la fabrication des canaris en terre cuite. À environ trente-cinq kilomètres de Tsévié, le village s'est progressivement imposé comme un haut lieu de la poterie traditionnelle.

Entrer à Bolou, c'est pénétrer un univers où l'argile, le feu et la transmission s'entrelacent. Contrairement à de nombreux villages agricoles environnants, Bolou s'est spécialisé au fil du

temps dans la poterie, au point que son nom est aujourd'hui indissociable de ce métier ancestral. Ici, la poterie n'est pas un simple complément d'activité, elle structure la vie sociale, économique et culturelle.

Selon la tradition orale, le nom « Bolou » proviendrait du terme ewé bo-lou, signifiant « nid des canaris ». Cette appellation ferait référence aux nombreux oiseaux élevés par les premiers habitants, dont les chants rythmaient la vie quotidienne. Fondé au XVII^e siècle par des Éwé en quête de terres riches en argile après des migrations forcées, Bolou s'est naturellement développé autour de la poterie.

L'extraction de l'argile demeure un travail essentiellement féminin, transmis de mère en fille. Chaque matin, les femmes descendent plusieurs mètres sous terre pour prélever l'argile rouge. Celle-ci est ensuite malaxée avec de l'eau de lagune, puis façonnée à la main en jarres, bols ou amphores. Les pièces sont polies à l'aide de coquilles d'escargot pour leur donner éclat et finesse, avant d'être cuites dans des fours traditionnels faits de paille et de banco.

La fabrication des canaris s'appuie sur un savoir transmis par l'observation et la répétition. Sans moules industriels, les potières travaillent la matière avec une précision de gestes héritée des générations précédentes. Après plusieurs jours de séchage au soleil, les canaris sont cuits au feu de bois, une étape décisive qui leur confère solidité et porosité naturelle.

Cette porosité explique une croyance largement partagée. L'eau conservée dans un canari reste plus fraîche et plus pure que dans les récipients modernes. Une conviction qui continue d'attirer des consommateurs bien au-delà de la région Maritime.

Au fil du temps, les canaris de Bolou ont dépassé leur fonction utilitaire pour devenir de véritables symboles culturels. Ils sont utilisés lors des cérémonies traditionnelles, des rites familiaux ou des libations dédiées aux



ancêtres. À travers eux, se tisse un lien subtil entre passé et présent, entre l'effort manuel et l'identité collective.

Face à l'urbanisation et à la concurrence des matériaux modernes, la poterie traditionnelle a connu des périodes de recul. Certains jeunes quittent le village à la recherche d'autres opportunités. Pourtant, la tradition résiste. Des potières et potiers se sont organisés en coopératives, participant à des foires artisanales et intégrant leurs productions aux circuits touristiques et décoratifs.

Aujourd'hui, Bolou attire des visiteurs curieux de comprendre un savoir-

faire ancien toujours vivant. Au-delà des canaris, c'est tout un mode de vie qui se dévoile : agriculture vivrière, veillées, fêtes, chants et traditions orales, formant un tissu social riche et cohérent.

Découvrir Bolou à Tsévié, c'est ainsi aller bien au-delà de l'image d'un simple village artisanal. C'est entrer dans un univers où l'argile devient mémoire, où chaque canari porte l'empreinte des ancêtres, et où femmes et hommes œuvrent avec patience et fierté pour préserver un héritage précieux.

À très bientôt pour une nouvelle découverte.



nw
SERIES

nw
NEW WORLD
TV

STARTUP

TROIS HOMMES. TROIS MONDES. UNE
ALLIANCE DANGEREUSE POUR BÂTIR LEUR
PROPRE RÊVE AMÉRICAIN

BIENTÔT SUR
NEW WORLD SERIES

 **8303**
NUMÉRO VERT

     @NEWWORLDTV

nw^{TV}
NEW WORLD

NOW YOU ARE
WATCHING !!!

**AVEC
NEW WORLD TV,
ON EST CALÉ
NON STOP**

fx @ NEWWORLDTV



RESTEZ TOUJOURS BRANCHÉS
SUR NEW WORLD TV

SPORT

ACTUALITÉS

DIVERTISSEMENT

MAGAZINE

(00228) 9223 6262 | 9924 6669

NUMERO VERT
APPEL GRATUIT

8303